

RAPPORT ANNUEL 2020
Interpeller, mobiliser, agir
pour les populations rurales en zones arides

Conception et mise en page : CARI / Stéphanie Dubois de Prisque et Léa Bages

Crédits photos : Couverture : CARI (Sénégal) | p.3, 4, 5, 6, 7 et 9 : CARI | p.11 : ASOC | p.12 : GIZ | p.13 : CARI | p.14 : CARI et REFEDE | p.15 : IRD-Tiphaine Chevallier | p.16 : AME Fondation et CARI | p.17 : Terre verte | p. 18 : Pixabay

Imprimé par Etapes Print (34) sur papier recyclé en mai 2021





sommaire

6 RAPPORT MORAL

7 RAPPORT D'ACTIVITÉ

- Les chiffres de contexte p.7
- L'action associative du CARI en local et sur toute la France p.8
- Accompagner les acteurs français p.9
- Sauvegarder les oasis p.11
- Gérer durablement les terres au Sahel p.15
- Promouvoir l'agroécologie en zones arides p.17

20 RAPPORT FINANCIER

22 ANNEXES

- Conseil d'administration p.22
- Equipe salariée p.23
- Partenaires p.24
- Réseaux d'appartenance p.25
- Réseaux coordonnés par le CARI p.26



VULNÉRABLES, VIVANTS ET SOLIDAIRES

Patrice Burger, président du CARI

L'année 2020 a été inédite. Elle sera le marqueur historique d'une humanité mondialisée aux prises avec une pandémie inattendue qui la confronte à ses vulnérabilités.

Toutes les croyances ou dogmes faisant office de certitudes ont été ébranlés sur les plans économiques - notamment celui des déficits budgétaires publics - et sociaux - la place des jeunes, des anciens, de la santé, etc. - par l'irruption d'un virus capable de s'attaquer aux fondements de la vie. Franchissant des barrières biologiques probablement affaiblies par notre prédation sur les milieux naturels, la COVID-19 a replacé l'Homme dans la grande aventure de l'évolution du vivant sur terre. Cette dernière, soudain menacée, nous incline à regarder tout ce qui l'agresse ou la protège avec une plus grande attention. Face aux impacts sociaux de la crise sanitaire et économique, le nouveau défi est d'inventer un modèle capable de préserver l'avenir du vivant dont nous dépendons.

Dans ce contexte, les inégalités et les vulnérabilités sont mises en évidence comme rarement. La solidarité internationale est elle aussi questionnée, à la croisée des chemins. Sous divers horizons, au nord comme au sud, celles et ceux qui ne pouvaient que survivre ont perdu quelques illusions de plus. Celles et ceux qui avaient du mal à vivre ont vu s'éloigner leurs aspirations à une amélioration de leur sort et celles et ceux dont la situation est jusque-là confortable, savent que leur situation est désormais précaire. Vers quels lendemains ?

Cependant, tout au long de 2020, le CARI a poursuivi ses activités dans une quasi continuité assortie d'adaptations progressives. Ce rapport en décrit l'essentiel. Les mesures prises en matière d'organisation du travail au siège ont permis aux salariés de mener leurs missions en grande partie en télétravail, notamment grâce à sa mise en place anticipée.

Concernant les partenaires dans les pays du sud, ceux-ci ont procédé à des réaménagements du calendrier d'exécution et ont, à quelques modifications près, rempli les engagements convenus. Toutefois les missions internationales d'accompagnement, composantes maîtresses de notre métier, n'ont pas pu avoir lieu et leur avenir est incertain. Divers projets, dont Avaclim lancé en janvier 2020, auraient particulièrement nécessité notre présence dans les pays auprès de nos partenaires. En 2021 il nous faudra résoudre cette équation.



Face aux impacts sociaux de la crise sanitaire et économique, le nouveau défi est d'inventer un modèle capable de préserver l'avenir du vivant dont nous dépendons.



Au cours de l'année, l'équipe s'est agrandie de plusieurs stagiaires et volontaires en service civique. Ils se sont immédiatement investis dans la consolidation du travail existant et dans les nouveaux projets ou recherche de financements. La direction, appuyée par le bureau, a continué d'adapter ses méthodes de management à ce nouveau format d'une équipe renforcée dans un contexte inédit. Puisse le présent rapport offrir un panorama de la continuité de nos engagements dans un monde qui change à vive allure. Vulnérables oui, mais vivants et solidaires !

LES CHIFFRES DE CONTEXTE

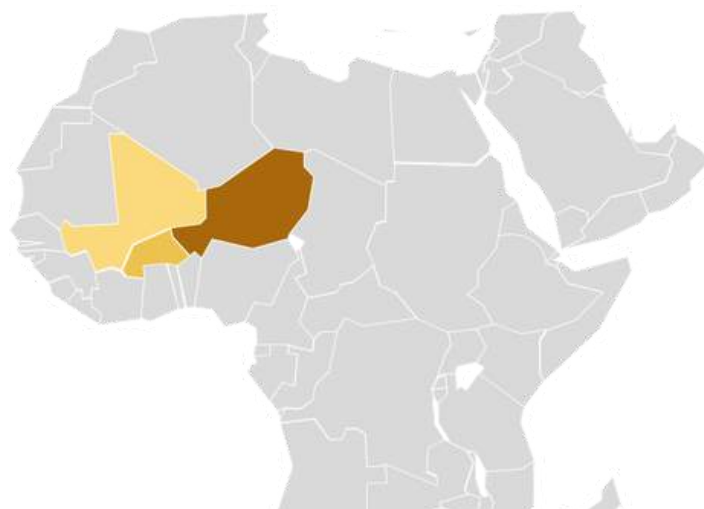


Au Sahel

- **10 ans** d'existence du ReSaD
- **Plus de 1 000** responsables d'ONG ont partagé leurs pratiques et appris de celles des autres.

Focus au Burkina Faso, depuis 2017 :

- **18 000 hectares de terres restaurées** et en cours de restauration.
- **11 180 agriculteurs de 23 villages formés** à la gestion durable des terres avec notre partenaire le SPONG.



Au Maghreb

- **19 ans** d'existence du RADD
- **967 associations membres**, dans plus de **20 régions oasiennes** des **4 pays (Maroc, Mauritanie, Algérie et Tunisie)**

Depuis 2017 :

- **225 organisations oasiennes** ont participé à des actions de formation et renforcement de capacités
- **34 fiches** « Bonnes pratiques oasiennes »
- **5 notes de position** pour un plaidoyer commun dans les 4 pays
- **13 événements régionaux** de sensibilisation à la question oasienne
- Présence dans **6 événements d'institutions internationales** pour porter la voix des oasiens



L'ACTION ASSOCIATIVE DU CARI EN LOCAL ET SUR TOUTE LA FRANCE

Journée "Auprès de mon arbre"

Ce samedi 7 mars, ce n'est pas le vent fort et froid qui a découragé la centaine de participants aux activités organisées par les associations violiennes "Sports, Loisirs Convivialité", Rapataf et CARI. Au programme : balade pédagogique avec lecture du paysage typique de la région par le président du CARI Patrice Burger et démonstration à la greffe avec notre administrateur Robert Morez. Une bonne dose de culture a conclu cette journée avec la pièce de théâtre L'homme qui plantait des arbres de Jean Giono, interprétée par la compagnie Waaldé. La culture s'est ainsi déclinée dans tous les sens du terme.

Partage d'expériences et sensibilisation

Dans le cadre de sa mission de sensibilisation citoyenne, le directeur Christophe Brossé est intervenu dans le Master "Opérateur en coopération internationale et développement" de l'université Montpellier, le Master "Agronomie" du Cirad, le Master "Ingénierie des projets et des politiques publiques" du CIHEAM-IAMM et celui sur la "Gestion de l'eau" d'AgroParisTech. Le président Patrice Burger a participé à l'atelier "La terre et la sécurité en Afrique Subsaharienne" du forum de Caux, organisé par la fondation suisse Initiatives et Changement. Il s'est tenu en ligne, du fait des restrictions sanitaires, avec plus de 450 participants : responsables d'ONG, décideurs politiques, agriculteurs et dirigeants d'entreprises.

Malheureusement le festival des solidarités qui se décline à Montpellier en quinzaine de la solidarité internationale n'a pas pu se tenir. Il était programmé en novembre, pendant le deuxième confinement.

Journée conviviale au lac du Salagou

Mi-août 2020 les membres du CA et les salariés se sont retrouvés pour une balade conviviale au bord du lac du Salagou, incontournable site héraultais aux roches rouges caractéristiques. Ce fut l'occasion de célébrer le départ de l'association de l'ancienne présidente Françoise Boutonnet, présente au CARI depuis ses débuts. Bon vent à toi Françoise !

Accompagnement d'une communauté des gens du voyage

Depuis plusieurs années, le CARI s'engage pour l'amélioration des conditions de vie de plusieurs familles de gens du voyage de Pignan, qui ne voyagent plus depuis longtemps. Ils se retrouvent marginalisés au milieu des vignes dans des habitats précaires, avec des problèmes d'hygiène et de santé, d'environnement hostile, etc.

L'idée première était de promouvoir l'installation de jardins potagers et de sensibiliser au tri des déchets, elle se poursuit avec des hauts et des bas.

Avec le soutien du département de l'Hérault et de travailleurs sociaux, un bénévole-administrateur du CARI leur rend visite toutes les semaines suivant un scénario bien rôdé : on s'installe pour boire un café à l'ombre d'un arbre ou devant un feu et peu à peu les langues se délient : les enfants à l'école, une naissance en vue, un document administratif à déchiffrer, des graines ou plants à apporter pour le jardin. De temps en temps on travaille ensemble : préparation des terres à cultiver, plantation d'arbres, pose de clôture, nettoyage, montage de toilettes sèches. La Fondation Abbé Pierre en a financé quatre. L'action continue en 2021, toujours pour favoriser le vivre ensemble.



ACCOMPAGNER LES ACTEURS FRANÇAIS

Le CARI se positionne en France comme un accompagnateur de structures françaises, qu'il s'agisse d'associations ou de collectivités locales, afin de les aider dans le montage et le déploiement de leurs projets d'une part, mais aussi afin de les fédérer sur des thématiques phares, dont celle de la désertification.

L'action au sein de la région Occitanie

Le CARI est membre du réseau régional multi-acteurs Occitanie Coopération dont il est administrateur depuis 2017, ainsi que d'Agropolis international (association regroupant les acteurs de la recherche agronomique pour le développement) dont il est administrateur depuis 2016. La coopération entre Occitanie Coopération, Agropolis International, Terre Nourricière et le CARI a abouti au montage du projet "Échange de partage pour plus d'Efficacité au Sud (EPES)", déposé auprès de la région Occitanie. Ce projet de vulgarisation des savoirs scientifiques dans le domaine de l'agriculture et du développement durable, s'articule autour de deux axes :

- l'animation d'un réseau d'acteurs régionaux avec un objectif de renforcement des connaissances et de partage des pratiques ;
- la sensibilisation de jeunes et du grand public sur ces questions, en s'appuyant sur les compétences des chercheurs et des acteurs de terrain.

Projet prévu en deux ans, il a commencé par s'adapter au contexte sanitaire puis par mettre en œuvre en 2020 les premières activités de sensibilisation et d'échange d'expériences.

Sur le territoire du Pic Saint-Loup

Le CARI est impliqué dans des activités de sécurité alimentaire dans divers territoires à l'international. Il a décidé de s'impliquer également sur son territoire d'implantation en France et notamment dans la communauté de communes du Grand Pic St Loup. Le projet en discussion viserait un appui au développement de son PAT (Projet Alimentaire Territorial) et plus largement l'agriculture et l'alimentation locales. Maëva Lannes, anciennement volontaire en service civique, a rejoint l'équipe salariée en novembre 2020 pour mener à bien cette mission.

pS-Eau - antenne Occitanie et réseau Maroc

Objectif : Accompagner les porteurs de projet en Occitanie travaillant sur l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement et les acteurs au Maroc.



Année 2020
renouvellement annuel



12 000 €

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires :



Le pS-Eau est un réseau dédié à l'accompagnement des acteurs du Sud pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement. Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901. Le CARI anime l'antenne Méditerranée.

Cette année, l'activité principale a été la conduite d'une étude sur la réutilisation des eaux usées (REUT) dans les pays du 5+5 de la Méditerranée (du Portugal à Malte et de la Libye à la Mauritanie). Ce travail a été réalisé avec l'appui d'une stagiaire d'Actiris, organisme belge. Samar Skaiki a travaillé pendant 6 mois sur l'analyse des politiques dans ce domaine en Méditerranée et sur la caractérisation de 15 projets de REUT. À la suite de ce travail à la fois de bibliographie et d'enquête, un certain nombre de recommandations ont pu être synthétisées dans un document final reprenant l'ensemble de l'analyse. Un webinar a été consacré à ce sujet avec la contribution de participants à l'étude notamment l'Institut méditerranéen de l'eau, la Société du Canal de Provence, l'entreprise Ecofilae et l'INRAE.

L'action du pS-Eau en région Occitanie est menée depuis trois ans en étroite collaboration avec Occitanie Coopération. Malgré l'impact de la crise sanitaire, deux activités se sont déroulées à distance :

- Une troisième journée d'échange avec les métropoles du sud de la France sur la mise en œuvre de la loi Oudin-Santini ;
- Une rencontre avec les acteurs d'Occitanie autour de la qualité de l'eau.

Les sollicitations des acteurs en termes d'accompagnement au montage de leurs projets ont diminué. Ce travail a néanmoins pu être poursuivi avec un petit nombre.

GTD - Groupe de Travail Désertification

Objectif : porter la voix de la société civile à la CNULCD et renforcer les capacités des acteurs en matière de lutte contre la désertification.

 Année 2020
renouvellement annuel

 112 000 €

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires : 17 ONG françaises, le Comité Scientifique Français Désertification (CSFD), deux entreprises, trois collectivités locales.

Le GTD est un réseau multi-acteurs qui trouve sa force dans la diversité des profils de ses membres : des ONG, un comité scientifique, des collectivités locales, des entreprises, etc. Mais aussi dans le lien étroit qu'il a tissé et qu'il entretient avec les responsables politiques en France.

Il est animé depuis sa création en 1998 par le CARI. Ses objectifs sont :

- Peser sur la prise de décisions ;
- Accompagner l'action des membres ;
- Sensibiliser l'opinion publique.



Une nouvelle note d'actualité

En 2020, afin de faciliter le lien entre la société civile et la CNULCD, le GTD a lancé une note trimestrielle qui décrypte les enjeux et les discussions du moment au sein de la Convention. Cette note informe également les acteurs sur les dernières publications et événements en matière de lutte contre la désertification. Elle comprend une partie portant sur les discussions scientifiques rédigée en partenariat avec le CSFD (Comité scientifique français sur la désertification).

Un document d'orientation stratégique

En 2006, le CARI et les membres du GTD avaient contribué à l'élaboration du premier document d'orientations stratégiques de la France en matière de lutte contre la désertification. Depuis ces dernières années le CARI avec d'autres membres du GTD a poussé pour que ce document soit actualisé, et c'est en 2020 que le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a décidé de mettre à jour ce document jusqu'en 2030. Le CARI, avec les membres du GTD, a contribué très activement à ce document et a co-organisé en décembre avec le ministère un webinaire qui a réuni plus de 80 personnes, afin d'officialiser sa mise en place. Un travail de suivi et de mise en œuvre reste à faire pour les années suivantes.

17 juin 2020

À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse, le 17 juin 2020, le CARI a rédigé une tribune grand public signée par 104 personnalités (Nicolas Hulot, Yann Arthus-Bertrand) représentant essentiellement des organisations de la société civile, des centres de recherche et quelques collectivités. Elle a été publiée dans Le Monde le matin du 17 juin et relayée largement par le CARI et les organisations signataires. Le même jour, le CARI a organisé avec Coordination SUD un webinaire pour comprendre le phénomène de désertification et les actions de lutte contre la dégradation des terres menées par la France et la société civile au Nord et au Sud. Sont intervenus Jean-Luc Chotte de l'IRD, Philippe Lacoste du MEAE et Manon Albagnac du CARI. Le même jour, le CARI a publié une bande dessinée de vulgarisation sur la désertification réalisée par l'agence étudiante Claque de l'école Sup' de com de Montpellier.

Une étude de capitalisation sur l'approche territoriale

Un travail de capitalisation sur les approches territoriales, incluant la gestion durable des terres, portées par les acteurs français a débuté fin 2020. Cette étude est réalisée par un prestataire externe aboutira en 2021. Un comité de pilotage a été mis en place avec plusieurs membres du GTD, une réunion de travail avec l'ensemble des membres aura lieu à mi-parcours ainsi qu'une rencontre afin de restituer les résultats de cette capitalisation au bénéfice des membres du GTD et des acteurs du développement en général.

SAUVEGARDER LES OASIS

Le CARI a été lanceur d'alerte sur la question oasienne. Ces joyaux du désert sont des écosystèmes fragiles, sensibles aux changements climatiques et délaissés par les jeunes.

Le CARI porte, avec les oasiennes et oasiens, un plaidoyer national et international pour favoriser la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel que représente les oasis.

Au Maghreb, la société civile ne jouit pas toujours des mêmes libertés d'opinion que l'on peut avoir ailleurs.

Le CARI facilite alors cette parole pour demander des changements parfois difficiles à exprimer. Il coordonne le RADD0 (Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis) et contribue à plusieurs projets en Algérie, Maroc, Mauritanie et Tunisie.

Des activités qui perdurent malgré la crise sanitaire

Le Programme d'action concertée des oasis 4 (PACO IV) vise à consolider le RADD0, qui a presque 20 ans d'existence. La priorité de cette dernière phase du projet est de renforcer l'ancrage territorial du réseau tout en poursuivant la diffusion de pratiques de gestion durable des ressources naturelles.

De nombreuses réalisations ont eu lieu en lien étroit avec la société civile des quatre pays concernés (l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie) : des formations des associations oasiennes notamment et plusieurs microprojets, même si la situation sanitaire a limité un certain nombre d'activités.

En Mauritanie, le PACO IV a permis également de développer un programme plus important porté par Tenmiya et financé par l'Union européenne (PICODEV) dans la région d'Atar. En plus de renforcer les actions du PACO, c'est un véritable cadre de concertation qui a été mis en place, comme cela avait pu être le cas dans la région de Tidjikja en 2015.

Programme d'Action Concertée des Oasis au Maghreb et en zone Saharienne (PACO IV)

Objectif : Promouvoir le développement durable des oasis du Maghreb et de la zone saharienne en sauvegardant et valorisant le patrimoine culturel, économique, social et culturel



septembre 2017
août 2020



1,4 millions €

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires :



Biodiversité et capitalisation

L'agenda des réunions internationales 2020 étant consacré à la biodiversité, le n°11 du magazine El Waha du RADD0 donne à voir l'extraordinaire biodiversité des oasis.

Le CARI et le RADD0 ont également contribué à un document du CSFD sur la biodiversité pour y présenter la spécificité oasienne. Sa publication est prévue en 2021.

Publications



Retrouvez sur raddo.org

- Magazine El Waha n°11 sur la biodiversité
- Capitalisation des fonds souples en milieu oasien



Appui aux acteurs locaux pour un développement rural durable des oasis du sud algérien (Dev-oasis)

Objectif : Renforcer des organisations oasiennes de développement durable.

 décembre 2017
mars 2019
Prolongation mars 2020

 312 860 €

Bailleurs :  Coordination : 

Partenaires :  

Des associations soudées pour la protection des oasis algériennes

L'année 2020 marque la fin de ce projet mené dans le cadre du Programme d'action pilote pour le développement rural et l'agriculture, initié entre la délégation de l'Union européenne en Algérie et l'État algérien. Basées à Beni Isguen et à Laghouat, les associations APEB et El Argoub, appuyées par le CARI, ont travaillé au renforcement des capacités des acteurs de la société civile oasienne, notamment pour la création d'activités génératrices de revenus comme la valorisation de produits issus du palmier dattier. Au total, plus de 500 personnes, dans 12 wilayas oasiennes, ont participé aux différentes activités. La formation d'un noyau dur d'associations œuvrant de concert au développement durable des oasis en Algérie a mieux structurer le RADDO dans ce pays. L'important travail mené grâce à ce projet a permis de mettre en œuvre un plaidoyer pour les oasis en Algérie et d'asseoir solidement le partenariat avec l'APEB pour les actions futures du CARI.

Comité Scientifique et Technique Eau Agricole (Costea)

Objectif : Évaluer la transition agroécologique en systèmes irrigués

 septembre 2020
août 2022

 300 000 €

Bailleurs :  AFD via 

Coordination :     

Partenaires :  

Une année de lancement et cadrage

Ce projet, lancé en 2020, va caractériser les pratiques agroécologiques présentes dans des systèmes irrigués et évaluer leurs performances et conditions de réussite. COSTEA « Transitions agroécologiques en systèmes irrigués » est portée par le Groupe de travail sur les transitions agroécologiques (GTAE) sur trois terrains : l'Algérie, le Cambodge et le Sénégal. Le CARI assure la coordination régionale pour l'Algérie et travaille avec des partenaires associatifs locaux : l'APEB et le collectif Torba, des centres de recherche, le Cirad et le CREAD sur la plaine de la Mitidja et la vallée du M'Zab. En s'appuyant sur le mémento de l'agroécologie produit par le GTAE en 2019, le premier travail fut d'abord la création d'un cadrage méthodologique afin de préparer les phases d'évaluation des performances socioéconomiques et agroenvironnementales des systèmes de production agroécologique.



Publications

Retrouvez sur raddo.org :


- 5 piliers du changement pour les oasis de demain
- Mémento pour l'évaluation de l'agroécologie



TERO

Objectif : Renforcer la résilience des communautés oasiennes de trois pays du Maghreb (Maroc, Mauritanie et Tunisie), face aux risques liés aux changements climatiques à travers l'implication locale des jeunes volontaires.

 janvier 2018
janvier 2020

 768 214 €

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires :



Publications



Retrouvez sur raddo.org :

- Résilience écologique : des outils pour la mobilisation des jeunes
- tero.focsiv.it

La jeunesse engagée pour le climat

Piloté par France Volontaires, le projet TERO s'est clôturé début 2020 dans l'enthousiasme par la tenue d'un campus organisé en Tunisie réunissant des jeunes volontaires du Maroc, de Mauritanie, de Tunisie, de France et d'Italie. Plus de 60 jeunes ont travaillé ensemble pendant trois semaines à la mise en place d'un plan de gestion des risques dans l'oasis de Chenini Gabès.

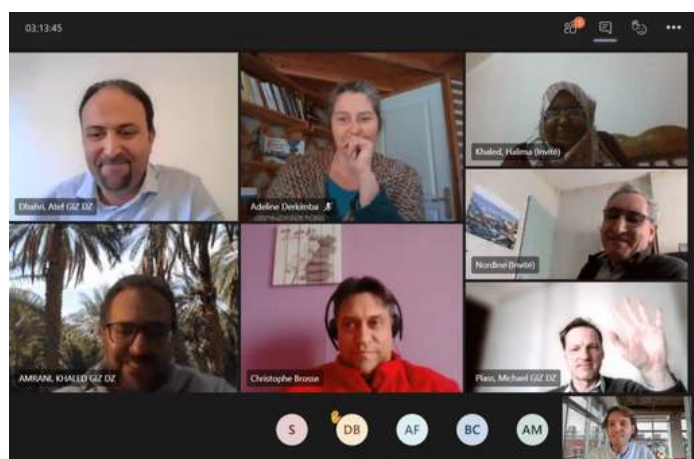
L'eau, les sols, le milieu environnant, la biodiversité et les aspects phytosanitaires étaient les cinq principaux axes de travail. Le projet visait à renforcer la résilience des communautés locales du Maroc, de Tunisie et de Mauritanie face aux risques liés aux changements climatiques, en impliquant des jeunes volontaires locaux.



Nouveau partenariat : la GIZ, agence de coopération allemande

Le dernier trimestre 2020 a vu la conclusion d'un accord de partenariat avec l'agence allemande de coopération internationale (GIZ). Et ceci dans le cadre du Programme d'appui au secteur de l'agriculture en Algérie (PASA), cofinancé par l'Union européenne et coordonné par la GIZ et le ministère algérien de l'Agriculture et du développement rural.

Le CARI met en oeuvre son action « Les femmes et les jeunes, créateurs de valeurs dans les filières » jusqu'en juin 2022. Elle vise à favoriser l'inclusion des femmes et des jeunes dans les filières "datte, piment et pomme de terre" dans les wilayas de Biskra et El-Oued, par le développement de l'entrepreneuriat et leur intégration dans les organisations paysannes.



Programme d'Appui au Secteur de l'Agriculture (PASA)

Objectif : Renforcer les compétences des organisations de producteurs et l'intégration de femmes et jeunes dans les filières datte, piment et pomme de terre en Algérie

décembre 2020
juin 2022

€ 295 449 €
pour l'action du CARI

Bailleurs :



Coordination :

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Partenaires :



Publications



Retrouvez les actualités du PASA sur :

www.raddo.org

et

www.pasa-algerie.org



GÉRER DURABLEMENT LES TERRES AU SAHEL

L'intervention du CARI au Sahel s'inscrit dans une volonté d'améliorer, dans cette zone particulièrement fragile, la situation des populations rurales dans les franges arides. Dans un contexte où de nombreuses ONG sont déployées, le CARI se caractérise par une volonté d'améliorer la structuration de ce milieu associatif autour de la thématique de la lutte contre la dégradation des terres. En 2019, son intervention s'est organisée principalement au sein du ReSaD (Réseau Sahel Désertification), qui rassemble des plateformes nationales de la société civile au Burkina Faso, en France, au Mali et au Niger.

Le projet ReSaD III - appui à la société civile pour un déploiement de la gestion durable des terres dans les territoires sahéliens - s'est poursuivi en 2020 avec un enjeu de pérenniser le réseau en s'appuyant sur son appropriation par les membres des plateformes. Un temps fort du projet en début d'année a donc été l'organisation d'une formation à l'animation de réseau au bénéfice des représentants des quatre plateformes. Cette rencontre a permis de partager leur expérience avec les membres du RADD0, et de réfléchir à la valeur ajoutée de l'appartenance à un réseau et aux solutions possibles pour améliorer la participation des membres des plateformes.

La suite de l'année, marquée par une restriction des déplacements inédite, n'a pas freiné l'ardeur des membres du réseau à poursuivre la mise en œuvre du projet ReSaD III. Le CARI s'est concentré sur la mobilisation de ressources additionnelles et la préparation de l'évaluation externe du ReSaD, tandis que les plateformes nationales se sont investies davantage sur les activités d'animation dans les pays et d'accompagnement des initiatives locales.

Les occasions de travailler collectivement sont restées nombreuses, lors d'une multitude de webinaires, permettant de s'informer, de se former, mais aussi de dialoguer en direct avec les représentants des États.

Publications



Retrouvez sur resad-sahel.org

- Lettre du ReSaD n°17

Resad III

Objectif : Favoriser le déploiement de la lutte contre la désertification et de la gestion durable des terres au Sahel



septembre 2018 - août 2021



731 430 €

Bailleurs :



club ecology

Coordination :



Partenaires :



2020 fut marquée par le 10^{ème} anniversaire du ReSaD. Sans possibilité de célébration physique, les membres du réseau ont pris le temps de faire le bilan des actions, présenté dans le numéro 17 de la lettre du ReSaD parue en septembre :

- Depuis 10 ans, plus de 1 000 administrateurs, cadres et agents de terrain d'ONG et d'associations, ont contribué à partager leurs pratiques et à apprendre de celles des autres.

- Les plateformes membres du ReSaD ont progressivement amélioré leurs aptitudes à rassembler la société civile dans chaque pays, à éclairer les organisations et les citoyens sur les négociations internationales et à faciliter la prise de position dans le dialogue avec les décideurs politiques.

Ile de Paix : nouveau partenaire pour un nouveau pays d'intervention, la Tanzanie

Le CARI a été approché par l'ONG belge Îles de Paix, avec laquelle il partage des valeurs et une vision similaire centrée sur les agricultures familiales. Les deux ONG ont bénéficié de l'intermédiation de Marc Dufumier, administrateur du CARI. Elles convergent sur des approches d'intervention concernant le renforcement des acteurs locaux, ainsi que sur l'interpellation des décideurs du Nord sur les enjeux du Sud.

Le CARI et Îles de Paix ont initié un nouveau partenariat pour se renforcer mutuellement sur la base de leurs expertises, et pour mener des actions communes dans leurs pays d'intervention respectifs sur le continent africain (Afrique de l'Ouest et Afrique de l'Est), mais aussi en termes de plaidoyer au niveau européen et international.

Depuis début 2020, plusieurs échanges ont eu lieu entre les équipes du CARI et d'Îles de Paix pour monter un projet d'accompagnement à la gestion durable des terres et à la transition agroécologique dans la région d'Arusha en Tanzanie. Si la note d'intention a été acceptée par l'AFD, la décision finale du financement sera rendue en juillet 2021.



Manon Albagnac : présidente du panel des OSC de la CNULCD

En 2020, le CARI a présenté la candidature de Manon Albagnac, chargée de projet Sahel-Désertification, lors du renouvellement du panel des organisations de la société civile accréditées à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD). Manon a été élue par les OSC (Organisations de la société civile) d'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord et d'Australie pour les représenter pendant deux ans, jusqu'à la prochaine conférence des parties (COP15). Elle a été nommée présidente du panel par les quatre autres membres du fait de la présidence tournante entre les régions d'un panel à l'autre.



L'objectif de son mandat est de suivre les travaux en cours au sein de la Convention pour en informer les OSC de sa région et plus largement. Le panel joue également un rôle de facilitateur de la participation de la société civile aux temps des négociations officielles, notamment lors des Conférences des Parties. Vaste programme auquel toute l'équipe du CARI participe, à travers notamment la réalisation de notes d'actualités de la Convention.

Rappelons que le panel a été créé puis consolidé par décision des Parties à la Convention, à la suite d'un plaidoyer de la société civile auquel le CARI a fortement contribué. Patrice Burger en fut le premier président, il accompagne Manon dans la réalisation de sa mission au sein des Nations unies.



AG du REFEDE (Mali)



PROMOUVOIR L'AGROÉCOLOGIE EN ZONES ARIDES

Comme héritage de ses fondateurs, la thématique de l'agroécologie est promue par le CARI depuis sa création à travers toutes sortes d'activités allant des projets de terrain à la formation et aux partages d'expériences.

Avaclim, une voie d'adaptation au changement climatique dans les zones sèches

Objectifs : Permettre aux décideurs politiques de sept pays de mettre en œuvre des systèmes agroécologiques dans les zones arides



janvier 2020
décembre 2022



3,1 millions €

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires :



Les premières activités

Issu d'une très longue période de négociation et de contractualisation des financements, ce projet cher au cœur du CARI a franchi sa première étape : l'atelier de lancement de janvier 2020. Il a favorisé une meilleure interconnaissance entre les parties prenantes et le partage de la philosophie et du plan de mise en œuvre. Ce fût l'occasion pour le consortium scientifique de recenser les besoins des partenaires pays en matière d'évaluation d'initiatives agroécologiques.

Les mois qui ont suivi ont été consacrés à l'identification et la caractérisation d'au moins cinq initiatives agroécologiques par pays (ce qui a abouti à l'élaboration de 44 fiches initiatives). Fin 2020 ont eu lieu les ateliers nationaux de partage de ces fiches dans la plupart des pays partenaires. Là, les différents acteurs ont amélioré leur compréhension du projet et pris connaissance des cinq initiatives sélectionnées. Ils ont exprimé leurs besoins communs en matière d'évaluation (c'est-à-dire identifier les résultats à valoriser au sein de leurs initiatives). Une réflexion sur les moyens de renforcement de ces communautés de pratique (listes et/ou cartographie des acteurs de l'agroécologie) a également eu lieu.

En parallèle, le consortium scientifique a établi, grâce au travail de thèse lié à Avaclim, un inventaire des outils existants pour évaluer les initiatives agroécologiques. Il a également mis en place une méthodologie d'évaluation multicritères qui doit être mis à l'épreuve en 2021 par les concepteurs et utilisateurs (ONG partenaires et chercheurs nationaux associés, porteurs de l'initiative). Cette co-construction garantie une évaluation de l'agroécologie dans les différentes dimensions qui la composent (environnementale, sociale, économique) adaptée aux spécificités locales et qui aboutira à une méthodologie facilement opérationnelle et rigoureuse scientifiquement.



Au niveau plaidoyer, 2020 fût consacré à la préparation des actions qui inscriront les résultats du projet et l'agroécologie dans le long terme. Avec l'appui du chargé de plaidoyer basé au CARI, les partenaires ont rédigé une stratégie nationale pour chacun de leur pays. Elle vise à définir les moyens d'intégrer l'approche agroécologique dans les plans d'aménagement et les politiques de développement local. Par ailleurs le partenaire Both Ends a produit une analyse des principaux acteurs internationaux ayant une forte influence sur les décisions en matière d'agriculture. Elle vient appuyer la conception d'une stratégie de plaidoyer internationale qui définit les outils pour affirmer et démontrer que l'agroécologie est une voie efficace d'adaptation aux changements climatiques dans les zones arides.

En termes de communication, le projet a élaboré des stratégies nationales et internationales ainsi que des outils de communication internes et externes (site internet, plaquette de présentation, diapositives de présentation du projet, etc.), notamment pour appuyer les partenaires dans la réalisation de leurs ateliers nationaux.

Un pilotage adapté pour encadrer le projet

L'équipe de coordination s'est attachée à contractualiser avec l'ensemble des partenaires (recherche et ONG) et de les appuyer dans la mise en œuvre des premières activités, dans le respect des procédures administratives. Elle a également fourni un cadrage méthodologique à ces activités.

Malgré une adaptabilité de toute l'équipe, les résultats prévus pour 2020 ne sont pas totalement atteints. Ils sont dûs à l'absence de moments d'échanges lors des missions d'appui dans les pays, rendues impossible par les restrictions liées à la pandémie, mais aussi par la complexité inattendue des conventionnements avec la FAO.



Initiative agroécologie en Inde



Publications



Retrouvez sur avaclim.org

- 44 fiches initiatives
- Une note d'actualité sur les politiques internationales en matière d'agroécologie



Atelier de lancement Avaclim



Projet OSCAR

GRUPE DE TRAVAIL SUR LES TRANSITIONS AGROECOLOGIQUES

OSCAR : Renforcer les organisations de la société civile pour des transitions Agroécologiques Réussies

Objectif : Expérimenter sur le terrain l'outil d'évaluation de l'agroécologie qu'est le memento

janvier 2020
décembre 2022

€ 341 068 €

Bailleurs :    


Partenaires :  Campus Universitaire Limonade
 AZN-Terres fertiles / Cambodian Institute for Research and Rural Development

GTAE - Groupe de Travail sur les Transitions Agroécologiques

Objectif : Se donner une méthodologie commune pour évaluer des pratiques agroécologiques.

créé en 2016 € pas de budget spécifique

Bailleurs : 

Membres fondateurs :



GRUPE DE TRAVAIL SUR LES TRANSITIONS AGROECOLOGIQUES

La crise sanitaire : un frein aux activités terrain

Dans le cadre du projet OSCAR, le CARI associe son expertise à celle de ses partenaires du GTAE pour mettre à l'épreuve du terrain la méthode d'évaluation des résultats et des effets de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest, en Asie du Sud-est, en Amérique du Sud et dans la Caraïbe. Les échanges avec des scientifiques (Cirad, AgroParisTech, IRD, etc.) et avec d'autres praticiens de l'évaluation permettront de consolider le cadre méthodologique existant.

2020 était une phase de terrain, la situation sanitaire a malheureusement freiné le déroulement au Burkina Faso et en Équateur. En Haïti, la crise politique qui s'est ajoutée à la crise sanitaire a rendu la situation compliquée.



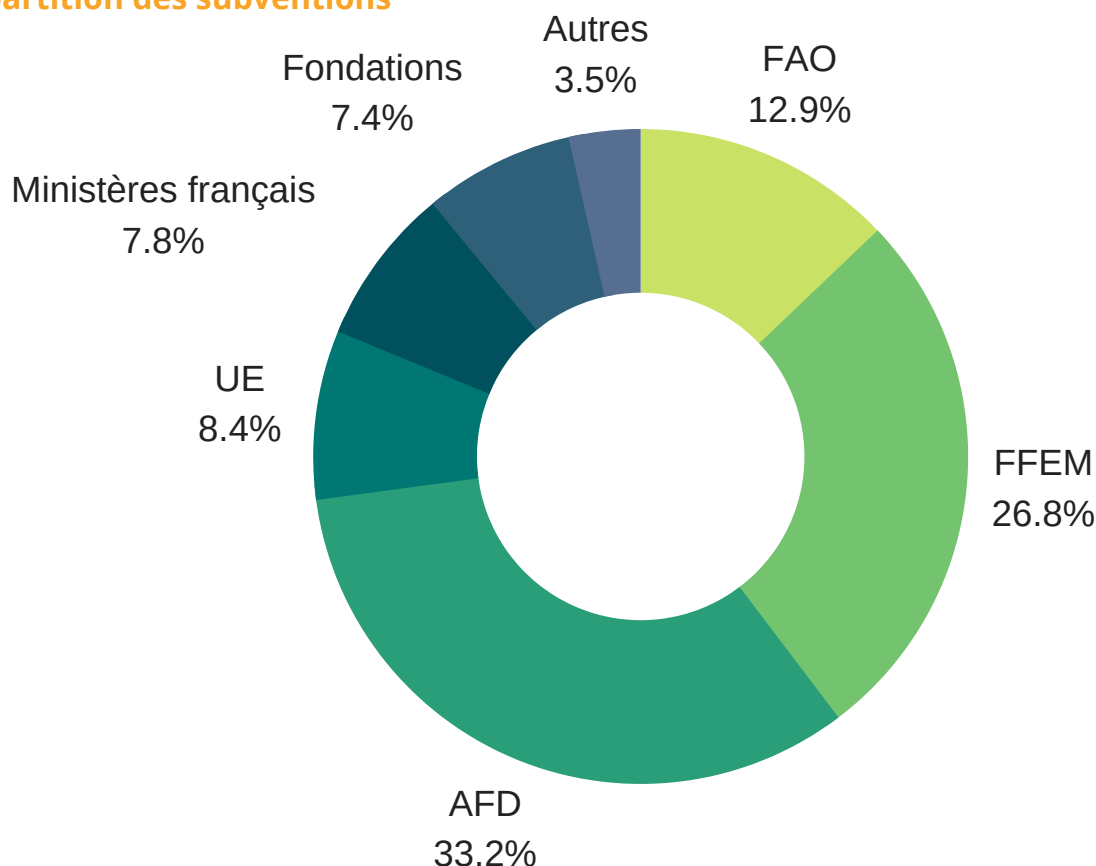
Le bocage sahélien, une initiative recensée par Avaclim au Burkina Faso

RAPPORT FINANCIER

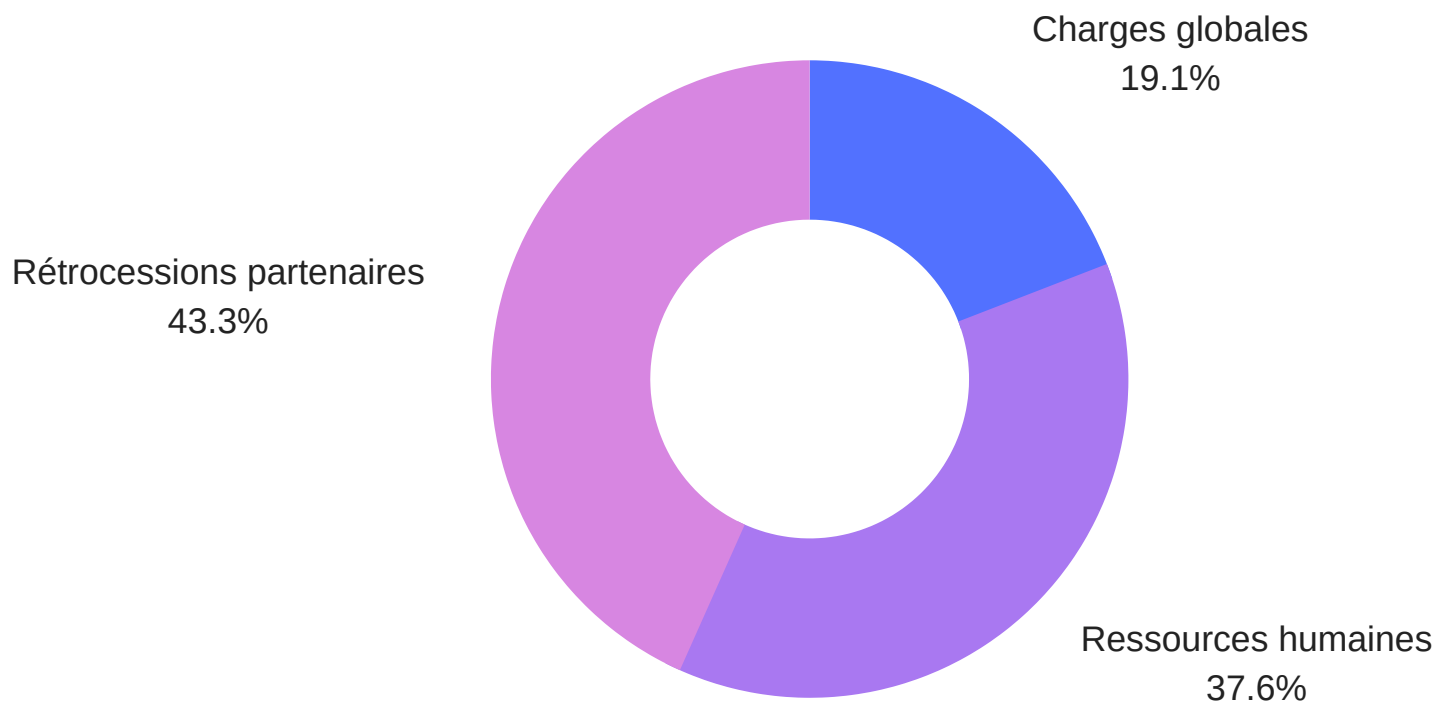
L'année 2020 a été une année complexe du fait de la crise sanitaire, mais aussi sur le plan sécuritaire qui continue de se dégrader au Sahel. Le CARI s'est adapté à ces facteurs externes qui se sont conjugués avec un renouvellement des projets et un renforcement des ressources humaines. Durant cette période, le CARI a tout fait pour remplir les objectifs qu'il s'était donnés avec ses partenaires et maintenir son activité économique aussi bien en France, sans faire appel au chômage partiel, que dans les pays d'intervention, sans affecter le personnel employé par ses partenaires. C'est aussi grâce à cette méthodologie d'action et en s'appuyant sur des partenaires locaux que les activités des projets ont pu être mises en œuvre et adaptées aux contextes locaux.

Cette année encore le résultat est positif pour un montant de 26 938 €, venant renforcer les fonds propres 156 199 €. Ce résultat s'explique en partie par une bonne maîtrise des charges, et, comme l'an passé, par la baisse des charges mise en place en 2019 et au maintien des activités sur toute l'année 2020. Même si le CARI a connu ces deux dernières années des résultats positifs, il reste une association fragile qui dépend de la mise en œuvre de projets pour financer son fonctionnement.

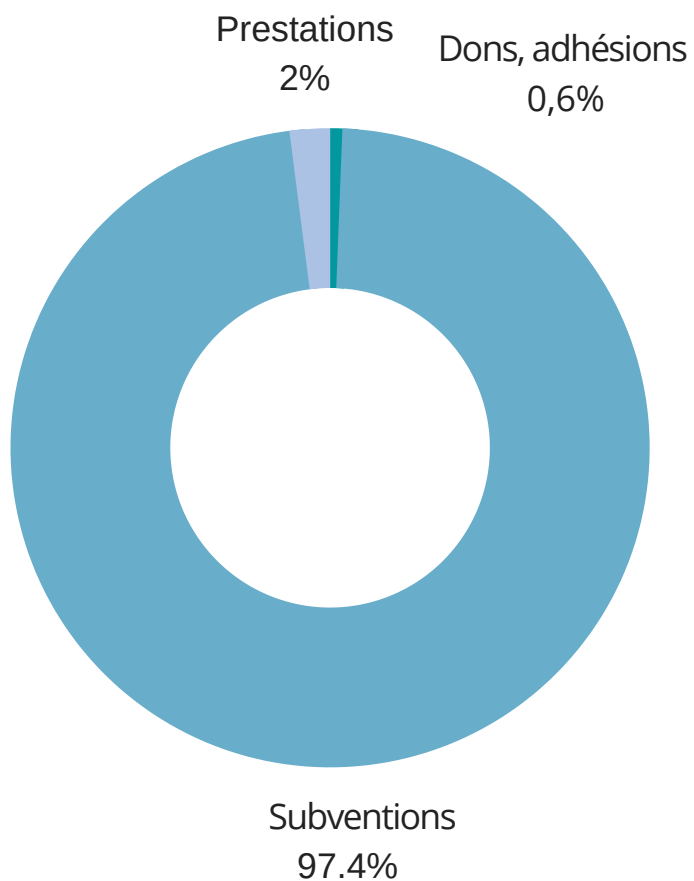
La répartition des subventions



La répartition des charges | Total : 907 722 €



La répartition des produits | Total : 933 900 €



CONSEIL D'ADMINISTRATION



PRESIDENT
Patrice Burger

— Les membres du bureau —



VICE PRESIDENT
Antoine Cornet



TRÉSORIER
Fabien Boulier



SECRETÀIRE
Alain Catherine

— Les membres du conseil d'administration —



Sylvain Berton



Omar Bessaoud



Maxime Thibon



Marc Dufumier



Michel Herrmann



André Marty



Robert Morez



Jacques Prade



Mélanie Requier

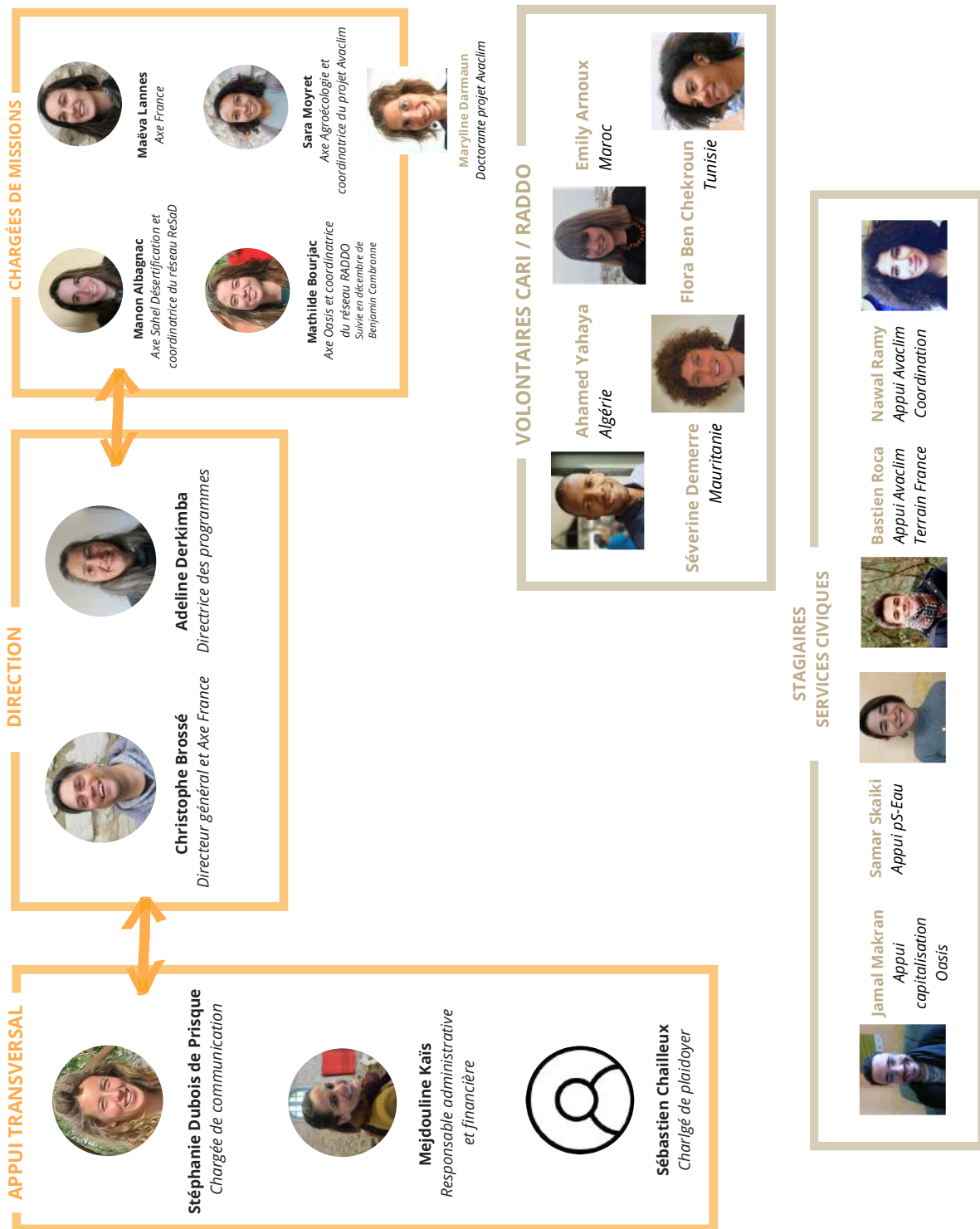


Emilie Rousselou



Vincent Jamonneau

ÉQUIPE SALARIÉE



PARTENAIRES

PUBLIC



PRIVÉ



ASSOCIATIF



SCIENTIFIQUE



LES RÉSEAUX D'APPARTENANCE DU CARI



La Maison des tiers-mondes et de la solidarité internationale (MTMSI) rassemble à Montpellier autour du développement durable, la réduction des inégalités Nord-Sud, la défense des Droits de l'Homme, la paix et le désarmement.



Occitanie Coopération est le réseau régional multi-acteurs (RRMA) de la coopération et de la solidarité internationale en Occitanie.



Agropolis international regroupe la communauté scientifique de Montpellier de l'agriculture, l'alimentation, la biodiversité et l'environnement.



Le pS-Eau est le réseau multi-acteurs français pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement.



Le F3E est un réseau multi-acteurs français qui développe collectivement des pratiques d'évaluation et de questionnement de l'action visant la transformation sociale en France et à l'international.



Le Réseau Euromed France (REF) est un réseau d'organisations de la société civile française engagées dans les pays du pourtour méditerranéen.



Le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) est un collectif d'organisations de solidarité internationale et de mobilisation citoyenne.



Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.



L'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) est l'organisation intergouvernementale qui opère dans les zones arides, semi-arides, sub-humides et sèches de la région Sahara-Sahel.



Drynet est le réseau mondial d'ONG travaillant dans les zones arides.

RÉSEAUX COORDONNÉS PAR LE CARI



Le CARI est une association de solidarité internationale qui agit depuis plus de 20 ans dans la lutte contre la désertification.

Pour répondre à la dégradation des terres en zones arides et sauvegarder les patrimoines nourriciers, le CARI promeut un modèle agricole durable (agroécologie et agriculture familiale).

Les réseaux d'acteurs coordonnés par le CARI



www.gtdesertification.org

www.resad-sahel.org

www.raddo.org

Coordination du projet



www.avaclim.org



Centre d'Actions et de Réalisations Internationales

12 rue du courreau, 34380 Viols le Fort

+33 (0)4 67 55 61 18 | contact@cariassociation.org

www.cariassociation.org | 